



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

27/05/2020

« Mardi de la colère » : des rassemblements partout en France pour des moyens pour l'hôpital public.

Les soignants se sont à nouveau retrouvés pour un premier « mardi de la colère ».

Ils se sont rassemblés devant les hôpitaux pour revendiquer plus de moyens pour l'hôpital public, des revalorisations salariales et pour protester contre le projet Ségur (*nom de l'avenue où se trouve le ministère*), proposé par le gouvernement.

150 personnes à l'hôpital Huriez à Lille, au CHU de Charles Foix (94), les soignants ont jeté symboliquement leurs médailles, rassemblements aussi à Lyon, Pau, Bordeaux, Toulouse, Dieppe, Aix-en-Provence, Boulogne-sur-Mer, Nantes, Caen, Lisieux, Vire, Montpellier, l'hôpital Delafontaine Casanova de Saint-Denis... de nombreux habitants sont venus les soutenir pour des actes clairs, des moyens et des embauches.

Derrière les promesses de revalorisations et d'investissements du pouvoir se cachent surtout la flexibilisation, la fin des 35 heures et des modifications de la gouvernance dans les hôpitaux avec l'introduction de partenaires privés avec l'objectif d'aller vers la privatisation l'hôpital public.

Les rassemblements se multiplient et préparent la :

Mobilisation des hôpitaux le 16 juin à l'appel de 12 syndicats et collectifs

Le 16 juin pourrait être une première étape contre les tentatives de faire payer la crise aux travailleurs, une convergence des luttes tant redoutée par Macron et le capital.

Le Premier ministre et le ministre de la Santé ont donc ouvert le 25 mai les "concertations" du « Ségur de la santé ». Dans sept semaines, le gouvernement présentera le « *plan massif* » promis par Emmanuel Macron fin mars. Les premières pistes annoncées par Édouard Philippe ne répondent pas aux demandes de moyens matériels et humains pour sauver l'hôpital. Rien sur les embauches en nombre de soignants mais un aménagement des 35 h, une manœuvre pour ne pas recruter de personnel supplémentaire dans les hôpitaux, un axe appelé « *agilité retrouvée* » ! Rien non plus pour mettre fin aux suppressions de lits.

Des augmentations, des lits, des postes en nombre suffisant, voilà ce que réclament les soignants en lutte depuis plus d'un an.

Des augmentations de salaire « *substantielles* » assurent Édouard Philippe et Olivier Véran. Elles concerneront les personnels hospitaliers comme ceux des Ehpad. Leurs montants seront discutés avec les organisations syndicales dans un sous-groupe du comité national piloté par Nicole Notat ! Aucune annonce n'a été formulée par Édouard Philippe, le gouvernement propose aux soignants qui le souhaitent : travailler plus en effectuant un contingent d'heures supplémentaires plus important. Cette proposition sert à pallier le manque de personnel, et à limiter les augmentations de salaires. A des personnels qui du fait de la durée de travail et de sa dureté, subissent l'épuisement professionnel, Édouard Philippe et Nicolas Véran proposent de travailler encore plus !

Édouard Philippe a confirmé qu'il ne s'agit aucunement de « *changer de cap, mais très certainement de changer de rythme* » par rapport aux réformes précédentes. En clair avec le plan Cap 2022 il s'agit d'en accélérer la mise en œuvre. Il annonce « *un vaste plan d'aide à l'investissement* », tout en précisant

qu'une partie sera « dédiée aux investissements au niveau des territoires, pour accélérer les coopérations entre la ville, l'hôpital, le médico-social et entre le public et le privé ». C'est un enclenchement de la privatisation de l'hôpital public.

Autre sujet sur la table, la « *modernisation par le numérique* » de l'hôpital, déjà présente dans les propositions cap2022. Le Premier ministre a mis en avant son souhait de « *mieux exploiter nos données* » partagées par les hôpitaux et rendre prioritaire l'espace numérique de santé. « *Nous sommes devant un marché énorme qu'on ne mesure même pas. Aujourd'hui, celui qui détient les données, c'est celui qui détient le pouvoir... les médecins doivent rester maîtres de leur secteurs* », estime Jérôme Marty, président d'un syndicat de médecins.

Avant que survienne l'épidémie Covid19, depuis un an, le personnel hospitalier était en grève. Il réclamait, du personnel supplémentaire et des augmentations de salaire, des moyens, plus de lits, pour prendre en charge correctement les patients. C'est ce qu'il réclame aujourd'hui,

Notre parti a soutenu leur lutte avant le covid19, il soutien leur lutte aujourd'hui.

Nous reviendrons sur la question du système de santé, son besoin fondamental, son accès, son financement, sa gestion, son impact sur la société. Nous vous ferons part de notre analyse pour en débattre ensemble.

La santé dans toute sa dimension est un enjeu, un choix de société.